

Prochains séminaires

Mardi 22 mars 2005

Cette séance sera consacrée à la genèse et l'évolution des diplômes d'encadrement des activités périscolaires, c'est-à-dire les colonies de vacances, patronages, centres aérés, centres de loisirs, etc. s'adressant aux enfants et adolescents dits "du tout venant".

- *Christophe Granger* (ATER, université du Maine) évoquera de quelle manière la société de la fin du XIX^{ème} siècle concevait les vacances pour les enfants, sur le versant sanitaire et social.
- *Françoise Tétard* (ingénieur CNRS, Centre d'histoire sociale du XX^{ème} siècle) retracera la préhistoire du diplôme de moniteur de colonies de vacances (1925-1949) ; elle décrira le passage du surveillant au moniteur, avec la mise en place des premières formations dans l'entre-deux-guerres.
- *Francis Lebon* (ATER, université Paris 13) interrogera les enjeux du BAFA (Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs), institué en 1973 : entre la définition d'un espace commun de l'animation "rétribuée" et l'élargissement du marché de la formation.
- *Jean-Marie Mignon* (conseiller technique et pédagogique supérieur, DRJS Ile de France) analysera comment la formation des chefs scouts s'est trouvée confrontée au BAFA.

Le BAFA est un diplôme à usages multiples qui a touché, et touche encore, beaucoup de jeunes. Il est en quelque sorte un rite de passage, il constitue aussi souvent l'amorce d'une professionnalisation. Des organismes ont été habilités par l'Etat (Jeunesse et Sports) pour prendre en charge la formation, ils ont été reconnus en fonction d'un certain nombre de critères, qu'il sera intéressant d'expliquer.

Mardi 14 juin 2005

La troisième séance sera consacrée à l'histoire des IUT-Carières sociales, créés à la fin des années soixante, et au diplôme qui y est délivré : le DUT.

- *Thibault Tellier*, (maître de conférences à l'IUT de Tourcoing), évoquera les impératifs des V^{ème} et VI^{ème} Plans en matière de modernisation du pays, qui prévoyaient la formation de techniciens de l'action sociale.
- *Jean-Louis Hiribarren*, (ancien directeur du département carrières sociales de l'IUT de Tours), présentera les enjeux autour de ces nouveaux espaces et les modalités de leur mise en oeuvre.
- *Jean-Pierre Augustin*, (professeur à l'université de Bordeaux 3), analysera les conditions de création de l'IUT de Bordeaux en 1967, fondé par Robert Escarpit et soutenu par les courants laïques et marxistes ; il s'interrogera sur l'originalité française de ces institutions et sur leurs éventuelles inspirations étrangères.

Nous débattons de la spécificité des IUT, au sein de l'Université et au regard de leur ancrage territorial. Nous analyserons leurs relations concurrentes avec les écoles de formation (issues notamment des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire) et les chevauchements avec les diplômes de Jeunesse et Sports.

Pour le Comité d'histoire
Joël Balavoine – Françoise Tétard

Conception : Christophe Meslin



BREVET SPORTIF POPULAIRE

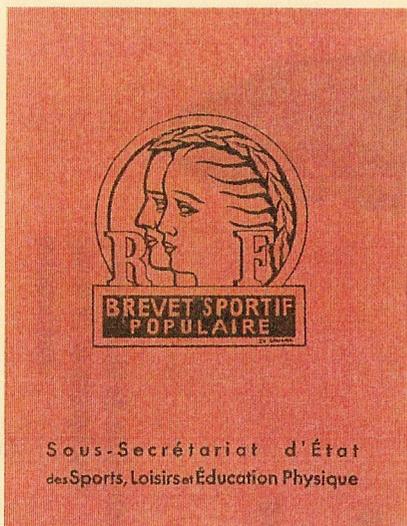
Le Comité d'histoire des ministères chargés de la jeunesse et
des sports a le plaisir de vous convier
au

Séminaire

**Le Brevet Sportif Populaire
de 1937 aux années 1970.
Une continuité en questions**

**Mardi 30 novembre 2004
14h30-17h30**

Au ministère de la Jeunesse,
des Sports et de la Vie
Associative

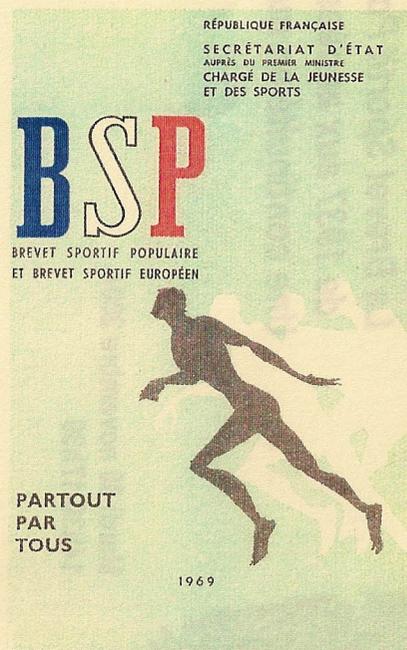


Archive du Musée national du Sport

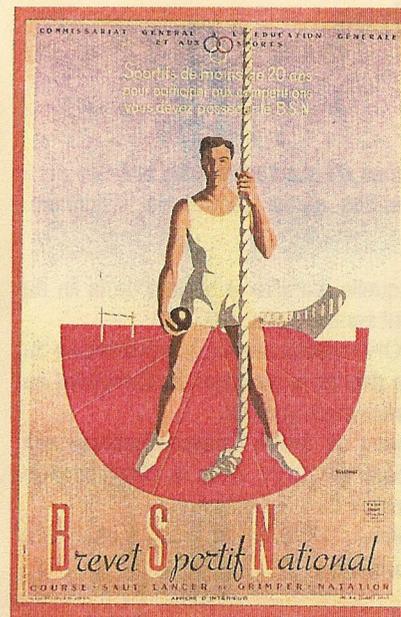
Le Brevet Sportif Populaire de 1937 aux années 1970. Une continuité en questions

Créé par le décret du 10 mars 1937, le Brevet Sportif Populaire (BSP) appartient au train de mesures mises en place par le jeune sous-secrétaire d'État aux loisirs et aux sports Léo Lagrange. Si Vichy s'affiche résolument anti-Front Populaire, son commissaire général à l'éducation générale et aux sports, Jean Borotra, décide de maintenir le brevet sportif, tout en prenant soin de le rebaptiser Brevet Sportif National (décret du 25 mars 1941). A la Libération, Gaston Roux, directeur de l'éducation physique et des sports, mais aussi ancien membre du cabinet Léo Lagrange, aura à cœur de restaurer le BSP (décret du 11 mars 1946), véritable instrument de « propagande » d'une politique d'éducation physique de la jeunesse française, jugée indispensable après les années de privation. Mais les années 1960-1970 marquent un recul du nombre de diplômes délivrés. Les tentatives de réformes du BSP (décret du 8 janvier 1962 et son arrêté d'application du 27 septembre 1966), dans un contexte plus général de transformation de l'éducation physique et sportive, ne parviennent pas à enrayer le déclin du diplôme.

Marianne Lassus



Archive du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative

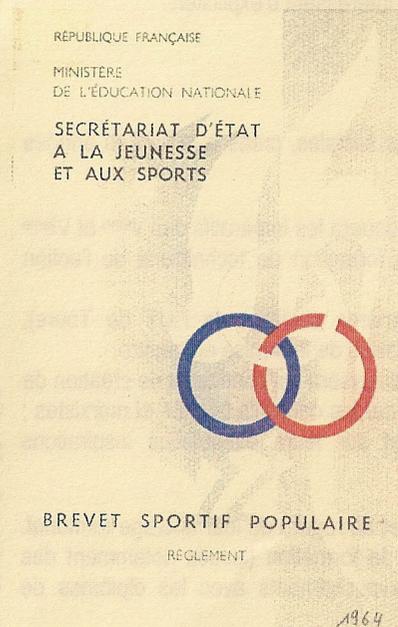


Archive du Musée national du Sport

Mardi 30 novembre 2004

14h30-17h30

- 14h30 *Introduction* par **Joël Balavoine** et **Françoise Tétard**
- 14h45 *Les trois naissances du BSP 1937, 1941, 1946* par **Marianne Lassus**, agrégée d'histoire, doctorante
- 15h15 débat avec la salle
- 15h30 *La difficile réforme du BSP dans les années 1960 : entre sportif et populaire* par **Michaël Attali**, maître de conférences STAPS à l'université de Grenoble 1
- 16h00 débat avec la salle
- 16h15 *Témoignage et questions* par **Henri Hutin**, inspecteur général en retraite, assistant départemental à la DDJS de l'Aisne de 1957 à 1962, et inspecteur départemental du Nord, chargé du secteur sport, de 1962 à 1970
- 16h45 *Chronique d'une mort non annoncée : le BSP dans les années 1970* par **Jean Saint-Martin**, maître de conférences STAPS à l'université de Lyon 1
- 17h15 débat avec la salle



Archive du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative